NATO OTAN

Bulletin d'information PCU

Civil Emergency Planning

Plans civils d'urgence

N°7 • Avril 2009

Soutenir les opérations de l'OTAN - Protéger les populations civiles

PAGE 2-5
Points de vue ministériels sur les PCU dans le Sud-Caucase
- Mher Shahgeldyan, ministre des Situations d'urgence, République d'Arménie
- Kamaladdin Heydarov, ministre des Situations d'urgence, République d'Azerbaïdjan
- Shalva Janashvili, vice-ministre de l'Intérieur, République de Géorgie

PAGE 6
- Le secteur agricole de l'Arménie et la coopération avec l'OTAN – Samuel Avetissian, premier vice-ministre, et Mane Tapaltsyan, expert en politique, ministère arménien de l'Agriculture

PAGE 7-8
- Visite de l'équipe de soutien consultative des PCU de l'OTAN en Azerbaïdjan, novembre 2008 – Kimmo Kohvakka

PAGE 9
- Visite de l'équipe de réaction rapide des PCU en Géorgie, août 2008 – Neil MacFarland

PAGE 10-11
- Point de vue de l'expert géorgien auprès du Comité d'étude de l'aviation civile – David Bulbulashvili

PAGE 11-12
- Recherches sur les tremblements de terre dans le Caucase – Jayne Clinton, programme « La science au service de la paix » de l'OTAN

PAGE 13
- Développements intervenus au sein du SCEPC

PAGE 14-15
- Actualités de l'EADRCC : exercice « Zhetysu 2009 » au Kazakhstan - Günter Bretschneider, chef de l'EADRCC

Avertissement : publiés sous l'autorité du SGA pour les opérations, les avis exprimés dans ce Bulletin ne reflètent pas nécessairement l'opinion ou la politique officielle des gouvernements des pays membres ni celle de l'OTAN.

Editorial

par Martin Howard, secrétaire général adjoint de l'OTAN pour les opérations

Les plans civils d'urgence de l'OTAN et le Sud-Caucase

Les activités des plans civils d'urgence (PCU) de l'OTAN sont un moyen efficace d'associer les Partenaires à une coopération pratique avec l'Alliance. En outre, les activités des PCU ont souvent servi de moteur au renforcement des Partenariats, leur conférant une dimension plus opérationnelle. Le Sud-Caucase illustre bien cette dynamique positive, qui constitue l'essence même des activités d'ouverture de l'OTAN. Le soutien des PCU ne va pas nécessairement dans une seule direction, des Alliés vers les Partenaires. Au contraire, on a vu à de nombreuses reprises dans le Sud-Caucase que des Partenaires ont aidé d'autres Partenaires. Il s'agit là de l'un des principes des PCU : une approche intégrée dans le cadre de laquelle les informations, les compétences et les meilleures pratiques sont partagées parmi tous les pays et où chaque acteur peut apporter sa propre plus-value à la tâche concernée. Ceci illustre également une facette moins connue de l'OTAN. On s'attend généralement à ce qu'une alliance politico-militaire telle que l'OTAN n'apporte qu'un soutien militaire. Or, les avis et l'assistance dans le secteur civil ont été des catalyseurs de l'ouverture et de la coopération, renforçant par conséquent la dimension politique du Partenariat.

Le Sud-Caucase est une région qui revêt une importance stratégique pour l'Alliance. Étant donné la haute priorité que l'OTAN accorde à la sécurité énergétique, les activités des PCU contribuent à promouvoir la paix et la stabilité dans la région en renforçant les capacités locales. Les PCU sont exceptionnellement bien placés pour ce faire, étant donné leur approche inter-agences. En effet, ils constituent des interfaces entre les structures de l'OTAN et des ministères aussi divers que ceux de l'Intérieur, de la Gestion des situations d'urgence, de la Santé et des Transports dans 50 pays du CPEA – un vaste réseau civil qui s'étend bien au-delà des interlocuteurs plus connus de l'OTAN auprès des ministères de la Défense et des Affaires étrangères.

La « boîte à outils » des PCU ne cesse de se remplir et l'aide apportée au Sud-Caucase illustre l'emploi qui en est fait. En 2005, l'OTAN a aidé l'Arménie à procéder à une vaste restructuration de son Office des opérations de sauvetage et à mettre en place un Centre national de gestion des crises. Ces réformes ont été menées dans le cadre du plan d'action individuel pour le Partenariat (IPAP) de l'Arménie et ont associé du personnel international et des experts nationaux qui ont conseillé les autorités arméniennes dans le cadre de l'établissement de procédures de gestion des crises. Plus récemment, à la suite de la crise en Géorgie en août 2008, une équipe d'experts civils des PCU a aidé le gouvernement géorgien à évaluer les dégâts infligés aux infrastructures essentielles dans tous les secteurs, allant de l'agriculture et la santé au gaz et à l'électricité. Cette équipe a également donné des avis sur des mesures permettant d'atténuer les effets de ces destructions. Il s'agissait

Citation

Les perspectives d'un engagement fructueux des Partenaires, s'inscrivant dans la durée, sont considérables. Forts de leur importante réserve de compétences qui va de la protection contre les agents radiologiques à la sécurité des infrastructures en passant par la gestion des crises, les PCU de l'OTAN peuvent jouer un rôle essentiel s'agissant de stimuler et d'appuyer les réformes menées en Asie centrale et dans le Caucase.

Bob Simmons, secrétaire général adjoint délégué pour la coopération en matière de sécurité et le partenariat à l'OTAN et représentant spécial pour le Caucase et l'Asie centrale

du premier déploiement d'une équipe civile dans le cadre du nouveau concept d'équipe de réaction rapide (RRT) des PCU. Dans les 48 heures qui ont suivi l'approbation par le Conseil de l'Atlantique Nord, les experts civils sont arrivés à Tbilissi. En novembre 2008, le gouvernement de l'Azerbaïdjan a demandé qu'une équipe de soutien consultative (AST) des PCU fournisse des avis spécialisés en matière de formation CBRN, de développement de capacités de défense CBRN et de systèmes de gestion des crises. C'était la première fois que le concept d'équipe de soutien consultative était mis en œuvre.

Outre les concepts d'équipe de réaction rapide et d'équipe de soutien consultative, l'EADRCC et un vaste programme d'exercices internationaux sur le terrain sont d'autres instruments venant compléter la boîte à outils des PCU et servant à renforcer les capacités nationales, régionales et locales. La réserve d'experts civils, sur laquelle s'appuient les PCU pour assumer leurs fonctions de conseillers, est une ressource considérable à la disposition du Sud-Caucase et peut être adaptée à des besoins spécifiques. Les pays de cette région contribuent à cette réserve en fournissant des experts hautement qualifiés, comme vous pourrez le constater dans certains articles de ce bulletin d'information.

L'un des défis des PCU est de consolider cette boîte à outils et de la rendre performante, efficace et souple afin de répondre aux besoins des clients individuels, en coordination avec les mesures d'aide bilatérales et les actions d'autres organisations internationales.

Points de vue de ministères sur les PCU dans le Sud-Caucase

Les articles suivants proviennent des pays et ont été recueillis auprès du ministère arménien des Situations d'urgence, du ministère azerbaïdjanais des Situations d'urgence et du ministère géorgien de l'Intérieur.

Un point de vue de l'Arménie

Pour l'Arménie, les plans civils d'urgence sont un instrument efficace pour faire progresser ses relations avec l'OTAN

L'Office des opérations de sauvetage du ministère arménien des Situations d'urgence a commencé à coopérer efficacement avec l'OTAN il y a plus d'une dizaine d'années dans le cadre du « Partenariat pour la Paix », en particulier au travers d'activités de formation, de conférences, de réunions, d'expertises et d'assistance technique. Ces formes de coopération ont été renforcées et élargies d'année en année et font aujourd'hui partie des aspects les plus importants de la relation entre l'Arménie et l'OTAN.

Dans le domaine des situations d'urgences du secteur civil, l'Arménie attache une grande importance à la mise en place de son Centre national de gestion des crises, mesure menée dans le cadre de son plan d'action individuel pour le Partenariat (IPAP) avec l'OTAN. Ce centre garantira l'administration stable et fiable du pays à tout moment, que ce soit en temps de paix ou de conflit.

Le « plan d'activités 2008-2012 » du gouvernement arménien prévoit l'approbation du projet de centre en 2008-2009. Pendant la période allant de 2009 à 2012 sera lancée la phase opérationnelle. Le gouvernement arménien a déjà affecté des lieux pour le centre.

Il est nécessaire de développer les capacités d'évaluation, de prévention et de gestion des risques de catastrophes naturelles et anthropiques. À cette fin, des systèmes de géo-information pour l'évaluation des risques de catastrophes ont été mis en place et des plans ont été élaborés en matière de protection de la population contre différents types de catastrophes (tremblements de terre, glissements de terrain, accidents chimiques, etc.).

À l'heure actuelle, l'une des priorités majeures est la mise en œuvre efficace de programmes de formation et de préparation destinés aux autorités nationales et locales, aux membres du personnel d'organisations et au grand public. De tels programmes peuvent être organisés en Arménie ou ailleurs. L'Académie nationale de gestion des crises a été créée pour héberger de telles formations. Quelque 500 étudiants y sont inscrits et environ 2000 spécialistes y suivent une reconversion. Des mesures ont été prises afin de sensibiliser la population et d'améliorer la formation des acteurs étatiques et locaux, du personnel issu de différentes organisations, et de la population en général.

Mher Shahgeldyan, ministre des Situations d'urgence, République d'Arménie

Afin d'attirer efficacement l'attention du public, une surface réservée contenant un centre de réunion, un studio de télévision, un centre informatique et des bureaux a été affecté au « Canal des urgences » de l'Office arménien des opérations de sauvetage. Des exposés, des conférences de presse, des séminaires, des réunions de travail et des débats y sont déjà organisés.

De nombreux efforts sont menés afin d'assurer un partage de l'information avec des pays qui ont acquis une grande expérience en matière de sauvetage ; chaque année, une centaine de spécialistes prend part à des activités dans le cadre desquelles sont dispensées formations et méthodologies. Ainsi, dix-huit sauveteurs de l'Office arménien des opérations de sauvetage ont participé à l'exercice Uusimaa 2008 qui s'est tenu à Helsinki (Finlande) dans le cadre du PPP, et ont fait preuve d'un haut niveau de compétences.

Un grand nombre de séminaires et d'ateliers ont également été organisés avec les services de secours de France, d'Allemagne, de Belgique, de Grande-Bretagne, de Suisse, des États-Unis, d'Estonie, de Suède, du Japon, de la Fédération de Russie, de Géorgie, d'Ukraine, du Bélarus, de Bulgarie, d'Italie, de Roumanie, du Kazakhstan, de la République Kirghize, de la République de Moldova et de Tadjikistan.

La priorité absolue a été donnée, par décrets gouvernementaux, à la mise au point de systèmes d'information pour la gestion des catastrophes. Des projets de systèmes centralisés d'alerte ont été approuvés pour Erevan et leur mise en place a déjà commencé dans certains districts.

Le renforcement de la coopération avec les organisations internationales spécialisées dans le domaine des armes chimiques, radiologiques et biologiques est une autre priorité du gouvernement arménien. Dans ce contexte, la coopération avec l'OTAN, avec l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques ainsi qu'avec le ministère britannique du Commerce et de l'Industrie a bien progressé. La coopération bilatérale entre l'Arménie et la Suisse a été approfondie et un programme destiné à soutenir le système arménien de réaction rapide dans les situations d'urgence a été approuvé.

Le ministère des Situations d'urgence de la République d'Arménie continue d'attacher une grande importance au partenariat avec l'OTAN et est convaincu que la coopération dans le domaine des situations d'urgence du secteur civil permettra, à l'avenir, d'approfondir et d'améliorer encore les relations qui existent entre l'Arménie et l'OTAN.

Un point de vue de l'Azerbaidjan

La coopération OTAN-Azerbaïdjan dans le domaine des PCU : une voie à suivre

Les plans civils d'urgence représentent une dimension importante du système général de sécurité nationale en Azerbaïdjan. La protection contre les catastrophes naturelles et anthropiques occupe une place de choix dans l'agenda de ce pays. En outre, la protection des infrastructures essentielles complexes multiformes est vitale pour le développement et le bien-être de la société et de l'économie. De plus en plus, les infrastructures essentielles dépassent le cadre des frontières nationales et constituent un élément critique de l'interdépendance économique entre les pays. Cependant, ces facteurs mettent en évidence nos vulnérabilités. Il est donc essentiel de poursuivre le développement de nos capacités nationales et d'étendre davantage notre coopération internationale.

Ces tendances touchent tout particulièrement l'Azerbaïdjan, compte tenu de l'importance de la stratégie pétrolière de ce pays et de la sécurité énergétique de la région. Les réussites économiques ont permis de construire et de moderniser les infrastructures essentielles dans tout le pays. Elles revêtent pour la plupart une importance nationale, mais aussi internationale.

Colonel-général Kamaladdin Heydarov, ministre des Situations d'urgence, République d'Azerbaïdjan

En outre, l'Azerbaïdjan est situé dans une zone d'activité sismique où les catastrophes naturelles (inondations, glissements de terrain, etc.) sont fréquentes, ce qui expose la population, l'environnement, mais aussi les infrastructures et les installations essentielles à des risques.

En décembre 2005, le président de l'Azerbaïdjan a décrété la création du ministère des Situations d'urgence, chargé d'aborder ces problèmes ainsi que d'autres questions prioritaires. Au titre de ce décret, le système des plans civils d'urgence de l'Azerbaïdjan a été complètement réorganisé et différentes agences ont été regroupées sous l'autorité d'un seul ministère. Ces mesures ont contribué à la mise en place d'un système unifié des PCU, avec des cadres règlementaires et conceptuels. Le ministère des Situations d'urgences est aujourd'hui responsable de l'alerte précoce, de la prévention et de la gestion des conséquences des situations d'urgence en Azerbaïdjan. Après la période initiale de démarrage, ce ministère a commencé à remplir ses fonctions dans différents domaines, y compris l'atténuation des conséquences des situations d'urgence dans le bassin de la mer Caspienne.

Un aspect important des activités du ministère est l'étroite interaction qui existe avec les Partenaires et les organisations internationales. Des accords ont été signés à cet effet et la coopération pratique a débuté avec un certain nombre de Partenaires internationaux. Dans ce contexte, l'accent est mis sur la coopération avec l'OTAN, qui est essentielle pour le ministère sous de nombreux aspects. Premièrement, elle représente un cadre privilégié et utile pour l'échange d'opinions entre pays réunis en configuration CPEA, ce qui permet le renforcement de la compréhension mutuelle et la mise au point d'outils et de directives adoptées aux pratiques du pays. La participation des Partenaires aux exercices relatifs aux PCU est une autre dimension contribuant au développement d'aptitudes pratiques et à l'échange d'expériences. Dans ce contexte, le rôle de l'EADRCC doit être souligné, car ce centre établit un lien entre l'échange d'informations et l'assistance pendant les situations d'urgence « réelles ».

Deuxièmement, la coopération bilatérale avec les PCU de l'OTAN occupe une place de premier choix pour le ministère des Situations d'urgence. L'IPAP de l'Azerbaïdjan met l'accent sur des objectifs liés aux PCU, ce qui va renforcer davantage les capacités du ministère. À cet égard, la mission de l'équipe de soutien consultative (AST) de l'OTAN en novembre 2008 en Azerbaïdjan et la mise en œuvre de ses recommandations avec l'aide de l'OTAN contribuent à la réalisation des objectifs pertinents de l'IPAP.

S'appuyant sur les succès qu'il a obtenus, le ministère des Situations d'urgence de l'Azerbaïdjan souhaite étendre et approfondir davantage la coopération avec les structures respectives des PCU de l'OTAN. Un autre jalon de notre coopération avec l'OTAN sera la mise en œuvre des recommandations de l'équipe de soutien consultative des PCU, avec l'aide de l'Alliance et de ses pays membres. Les compétences de l'OTAN en matière d'éducation, de formation et d'élaboration de programmes sont un autre domaine dans lequel nous aspirons à une plus grande coopération. Le ministère des Situations d'urgence a l'intention de contribuer davantage aux PCU de l'OTAN. Initialement, cela se traduira par l'accueil, en Azerbaïdjan, d'activités du CPEA liées aux PCU et à l'envoi d'une contribution nationale volontaire (VNC) à l'EADRCC.

En conclusion, il convient de garder à l'esprit que, tout comme de nombreux autres risques et défis de notre époque, l'éventualité des catastrophes nous oblige à renforcer la coopération internationale et les mécanismes d'assistance. Ceci nécessite, dès lors, le développement de capacités nationales d'alerte, de prévention et de gestion efficace des conséquences de tous types de catastrophes, ainsi que l'aptitude à fournir une aide internationale.

UN POINT DE VUE DE LA GÉORGIE

La coopération OTAN-Géorgie dans le cadre des plans civils d'urgence

La Géorgie œuvre activement au développement de son système national de gestion des situations d'urgence dans le domaine civil. Le service de gestion des situations d'urgence et de protection civile a été créé en décembre 2004, sur la base de la division des situations d'urgence et de défense civile. Ce service a été établi principalement en vue d'éviter les situations d'urgence potentielles, d'atténuer leurs conséquences et de prendre des mesures destinées à réduire leurs incidences. Grâce à un engagement majeur des pouvoirs publics, des changements importants ont été réalisés dans le but d'améliorer l'efficacité du service. Ainsi, la base de secours, située en mer de Tbilissi, a été renforcée de manière considérable. Des équipes CBRN

Shalva Janashvili, vice-ministre de l'Intérieur, République de Géorgie

ainsi que des équipes de recherche et de sauvetage en montagne, en mer et en milieu urbain ont été constituées au sein du détachement de sauvetage. Dans l'esprit d'un partage d'expérience parmi les pays et de l'optimisation des ressources, le service incendie, la division des situations d'urgence et le service de protection civile ont fusionné pour former la Direction chargée de la gestion des situations d'urgence (EMD) en décembre 2005. Ce processus a été mené dans le contexte des réformes entreprises par le ministère de l'Intérieur.

La Direction chargée de la gestion des situations d'urgence a élaboré le plan national de réaction aux catastrophes naturelles et anthropiques, qui a été entériné ensuite par décret présidentiel le 26 août 2008. À l'heure actuelle, les pompiers et les sauveteurs suivent, au centre de formation au sauvetage de la Direction, une formation intensive comprenant des programmes modernes et des scénarios spécialement conçus pour des exercices pratiques. Le programme spécialisé dans les questions liées à la gestion des situations d'urgence a été élaboré à l'intention des autorités gouvernementales et des spécialistes locaux, et est organisé tous les deux ans.

Depuis 1997, le ministère de l'Intérieur coopère activement avec l'OTAN dans le domaine des plans civils d'urgence. Des réunions en configuration CPEA du Comité d'étude pour le ravitaillement et l'agriculture (FAPC) et du Comité d'étude des télécommunications civiles (CCPC) ont notamment été tenues en Géorgie en 2001 et en 2002. En outre, le ministère géorgien du Développement économique a organisé en 2007 une réunion du Groupe de travail du Bureau d'étude des transports intérieurs de surface (PBIST), avec la contribution active de la Direction chargée de la gestion des situations d'urgence. La Géorgie participe régulièrement aux réunions du SCEPC en configuration CPEA et des bureaux et comités d'étude qui lui sont subordonnés, et profite d'une collaboration fructueuse avec l'OTAN et les pays partenaires ainsi qu'avec d'autres organisations internationales, sur la base d'accords bilatéraux.

La signature du Mémorandum d'entente sur la facilitation des transports civils transfrontières d'importance vitale, le 30 octobre 2007, a été une autre étape sur la voie de la coopération avec l'OTAN et les Partenaires. Ce document est un instrument précieux permettant d'accroître la rapidité et l'efficacité de l'aide humanitaire, en cas de besoin.

Equipe CBRN géorgienne

Nous participons depuis quelques années aux exercices internationaux menés sous les auspices du Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe (EADRCC), tels que Ferghana 2003, Idassa 2007 et Uusimaa 2008. Ces exercices sont d'excellentes occasions d'accroître les compétences et l'interopérabilité des différents services prenant part à l'exercice.

La coopération en cours ne se limite cependant pas à la formation, mais présente également des aspects pratiques dont nous bénéficions largement. Ainsi, durant le processus de gestion des inondations du printemps 2005, une aide internationale importante a été offerte à la Géorgie au travers de sa coopération avec l'EADRCC. Cette aide a été acheminée vers les régions sinistrées et les secours nécessaires ont été apportés aux victimes. En octobre-novembre 2005, la Direction chargée de la gestion des situations d'urgence a envoyé, par l'intermédiaire de l'EADRCC, une équipe spécialisée ainsi que du matériel humanitaire au Pakistan afin de contribuer à gérer les conséquences du tremblement de terre. Un immense soutien a été fourni par l'EADRCC dans la gestion des conséquences des incendies de forêt en 2006, en particulier grâce à des avions de lutte contre le feu mobilisés par la Turquie et l'Ukraine. Plus récemment, le soutien des pays alliés a été particulièrement bénéfique au lendemain de l'agression militaire par la Russie en août 2008. Durant cette période, une équipe de soutien consultative des PCU de l'OTAN s'est rendue à deux reprises en Géorgie. L'objectif principal des visites était d'aider les autorités géorgiennes à évaluer les perturbations des infrastructures civiles essentielles et de conseiller le gouvernement au sujet des mesures à prendre pour permettre le rétablissement des services essentiels. Il va sans dire que les efforts déployés par le secteur des PCU de l'OTAN pour assister la Géorgie à un moment aussi crucial ont été grandement appréciés.

Service géorgien de lutte contre les incendies

En conclusion, la coopération entre l'OTAN et la Géorgie dans le domaine des plans civils d'urgence est intense et fructueuse. Il est cependant possible d'aller encore plus loin. La poursuite d'une collaboration réussie permettra d'accroître nos compétences et de développer les capacités de la Géorgie. Parallèlement, nous sommes conscients que ces relations devraient être mutuellement bénéfiques et nous sommes prêts à jouer notre rôle face aux défis posés par les situations d'urgence du secteur civil dans la région euro-atlantique.

Le secteur agricole de l'Arménie et la coopération avec l'OTAN

La République d'Arménie mène une politique de partenariat actif avec l'OTAN et prend des mesures conséquentes en vue d'élargir et de diversifier l'étendue de la coopération. Les relations entre l'Arménie et l'OTAN évoluent dans le cadre du plan d'action individuel pour le Partenariat (IPAP) de ce pays. Le ministère arménien de l'Agriculture participe lui aussi activement à la mise en œuvre d'objectifs spécifiques de l'IPAP.

Le secteur agro-alimentaire occupe une position centrale dans l'économie arménienne et représente environ 25 % du PIB, parmi lesquels 19 % sont à attribuer à l'agriculture seule (données du Service national des statistiques, 2008). Environ 36 % de la population arménienne vit en milieu rural et 75 % de la demande totale de denrées alimentaires de base sont satisfaits par la production nationale. Le secteur agricole est donc crucial pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance dans les milieux ruraux.

En avril 2004, le gouvernement de l'Arménie a adopté un document intitulé « Stratégie de développement agricole durable ». L'objectif général de cette stratégie est de promouvoir le développement agricole durable, de garantir une sécurité alimentaire accrue ainsi que les revenus des populations rurales. Dans ce document, le développement de la coopération internationale est considéré comme une bonne base pour aborder les problèmes qui se posent dans le secteur agro-alimentaire.

L'Arménie est aujourd'hui membre de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Organisation mondiale du commerce, du Fonds international de développement agricole, de l'Organisation mondiale de la santé animale et d'autres organisations internationales. Dans le cadre de la « politique européenne de voisinage », elle mène un certain nombre d'activités visant à harmoniser sa législation avec la législation européenne dans les secteurs de l'agro-alimentaire et de la sécurité alimentaire. Depuis 1996, le programme thématique de sécurité alimentaire de la Commission européenne en Arménie fournit une assistance pratique sous forme d'une contribution au budget de l'État.

La coopération de l'Arménie avec les PCU de l'OTAN au sein du Comité d'étude pour le ravitaillement et l'agriculture (FAPC) apporte à ce pays une plus-value inestimable. Le FAPC dispose de capacités en expertise agricole et en assistance technique fournies par son réseau d'experts civils. Le gouvernement arménien prend des mesures visant à atténuer les effets de la crise financière. Cependant, il ne fait aucun doute que les pouvoirs publics ont besoin d'une assistance technique et de compétences en la matière, qui pourraient être fournies par le FAPC et ses experts civils.

La résolution des problèmes actuels de l'Arménie est liée non seulement à la mise à disposition de fonds suffisants, mais aussi au niveau de compétence des spécialistes qualifiés. Étant donné que l'élargissement de notre base de connaissances et la collecte d'expériences sont nos priorités, il est essentiel que les spécialistes agricoles arméniens participent activement aux stages de formation et séminaires organisés par l'OTAN.

Nous portons un grand intérêt à la mise en œuvre de projets intégrés dans le Sud-Caucase, notamment en raison de la crise financière actuelle qui touche principalement la sécurité alimentaire. Nous souhaitons attirer l'attention sur les questions ci-après, que nous serions heureux de retrouver comme thèmes d'un projet de recherche, ou de formation et d'expertise correspondantes :

- recherche régionale sur la prévention de la diffusion et de la propagation de maladies endémiques par les animaux d'élevage dans la zone tampon. Cela contribuerait à garantir la stabilité de la situation épidémiologique dans la région et à résoudre un certain nombre de problèmes liés à la sécurité alimentaire ;

- une enquête sur la situation socio-économique et l'élaboration de mesures visant à améliorer les conditions de vie des agriculteurs dans les zones de hautes montagnes ;

- une étude sur la préservation des ressources génétiques des cultures sauvages utilisées dans la nourriture traditionnelle (p. ex. falcaire, cerfeuil, etc.), ainsi que sur la coordination de leur usage par une culture adéquate (période de récolte et quantité) ;

- l'élaboration de mesures destinées à accroître la production de semences et de plants de pommes de terre, qui sont sans virus et résistants à ceux-ci si l'on utilise les méthodes bio-techniques.

Prof. Samvel Avetissian, premier vice-ministre, ministère de l'Agriculture d'Arménie
Mane Tapaltsyan, expert en politique agricole, ministère de l'Agriculture d'Arménie

Visite de l'équipe de soutien consultative des PCU de l'OTAN en Azerbaïdjan en novembre 2008

Kimmo Kohvakka est un expert civil des PCU auprès du Comité de la protection civile de l'OTAN. Il a participé à la visite de l'équipe de soutien consultative des PCU en Azerbaïdjan, qui a eu lieu du 16 au 22 novembre. Le but de cette visite était de fournir, à la demande du gouvernement azerbaïdjanais, des avis spécialisés en matière de formation CBRN, de développement de capacités de défense CBRN et de systèmes de gestion des crises. M. Kohvakka fait part de sa vision personnelle de cette expérience.

Renforcer l'état de préparation en Azerbaïdjan

En mai 2008, le ministère des Situations d'urgence de l'Azerbaïdjan a demandé qu'une équipe de soutien consultative (AST) fournisse des avis sur le développement de son état de préparation et de sa capacité de réaction aux situations d'urgence et l'aide à renforcer son système de gestion des crises. La mission de l'AST, composée d'experts des plans civils d'urgence issus de différents pays du CPEA, a été menée du 16 au 22 novembre 2008.

Étant donné qu'il s'agissait du premier déploiement d'une équipe de soutien consultative et que j'avais été sélectionné dans la réserve d'experts civils des PCU, je n'ai pas hésité à rejoindre l'aventure. Les préparatifs de la mission ont débuté par des prises de contact avec les PCU de l'OTAN, au cours desquelles des objectifs clairs et très ambitieux ont été définis pour la mission, et ont été suivis par des exposés préalables et une planification, menés par la chef d'équipe, Mme Denisa Ionete du Secrétariat international de l'OTAN. L'équipe était constituée d'un groupe de grands professionnels, compétents dans les domaines juridique, administratif, opérationnel, ainsi que dans l'évaluation des systèmes de formation.

La gestion des conséquences de situations d'urgence est un secteur très complexe pour procéder à des évaluations et fournir des conseils. Les systèmes de gestion au niveau national couvrent de vastes domaines de compétences et de capacités, concernant l'évaluation des menaces, l'analyse des risques, la planification de la préparation, les réactions, la formation et l'organisation. Comme dans tout pays, les compétences dans ces domaines sont réparties entre un grand nombre d'organismes gouvernementaux, régionaux et locaux. Le défi, pour un conseiller, est de se faire une idée globale de la situation et d'établir une évaluation précise des capacités réelles.

La mission s'est déroulée en grande partie dans la région de Bakou, avec une visite très instructive dans le nord-ouest du pays. Nous avons été accueillis principalement par le vice-ministre des Situations d'urgence, M. Faig Tagizadeh, et avons été accompagnés dans nos visites par des experts de différents domaines de l'administration du ministère des Situations d'urgence, y compris la protection civile, les services de lutte contre les incendies et de sauvetage, le sauvetage en mer, l'entraînement et la formation et les questions juridiques. Le système de commandement opérationnel aux niveaux national, régional et local nous a également été présenté, de même qu'un large éventail d'exemples de la préparation matérielle des services d'urgence.

Visite de la base des forces de protection civile et du centre de formation à Bakou

En trois ans à peine depuis sa création, le ministère azerbaïdjanais des Situations d'urgence a accompli une quantité énorme de travail. Ses membres ont déjà été confrontés à des défis tels que la création d'une administration à l'échelle nationale, exerçant des responsabilités à grande échelle et travaillant en étroite coopération avec d'autres ministères et agences. Tous les aspects des travaux des responsables azerbaïdjanais présentent clairement une tendance innovatrice. L'effort national impressionnant qui est mené dans le but

M. Kimmo Kohvakka, directeur général, Association nationale finlandaise de secours

de développer un meilleur état de préparation se reflète dans un grand nombre d'améliorations, notamment la mise sur pied d'un système global de formation combinant les anciens systèmes de formation à la lutte contre les incendies et à la protection civile (Académie nationale des situations d'urgence), l'établissement d'un centre d'appels d'urgence (numéro 112), le développement de systèmes de géo-information, la création de centres régionaux de gestion des situations d'urgence, le développement technologique ainsi qu'un vaste ensemble de textes législatifs.

Durant les cinq jours passés en Azerbaïdjan, l'AST a donné des conseils sur le terrain et a fait part de l'expérience vécue par d'autres pays qui connaissent un développement semblable ou qui mettent en œuvre de tels projets de réforme. Des projets tels que les directives non contraignantes et normes minimales des PCU pour les primo-intervenants lors d'incidents CBRN se sont avérés des sources précieuses d'informations. Le rapport du Comité de planification industrielle sur les développements technologiques a fourni des orientations de base pour les exemples de passation de marchés. Afin de pouvoir fournir un bon soutien consultatif, les experts doivent apporter des orientations sur le savoir-faire général et les meilleures pratiques. En effet, chaque pays possède un environnement de travail, des infrastructures et une culture qui lui sont propres et les conseils doivent être interprétés en tenant compte des spécificités nationales.

Le défi pour un expert est de comprendre la stratégie et le plan de développement qu'applique un pays, avant d'examiner les structures plus détaillées. Dans ce type de mission, le temps imparti pour se faire une idée générale est limité. Les informations de fond sont également restreintes étant donné que peu de documents sont disponibles en anglais. En tant que petit groupe d'experts, nous avons également été confrontés à un défi pratique : valait-il mieux mener les entretiens et réaliser les visites ensemble, ce qui présentait comme avantage que nous pouvions bénéficier de différentes interprétations, ou nous séparer pour couvrir plus de domaines, avec le désavantage de disposer de moins d'interprétations. Adresser des questions préliminaires par écrit au pays, auxquelles celui-ci répond en anglais, est une technique précieuse et essentielle pour garantir la rentabilité de telles visites. Une réunion préalable des experts civils avant la mission a été utile pour concevoir et planifier la visite, et a accru l'efficacité de celle-ci. Une planification minutieuse est nécessaire, étant donné que le temps de discussion est bref et se voit raccourci encore par l'interprétation.

Premiers secours innovateurs : moto équippée du matériel de secours de base. Excellente solution à la fois en cas de trafic intense et en conditions tout-terrain

de la protection civile. Non seulement la mission a été une expérience instructive précieuse, mais nous avons été accueillis avec une grande hospitalité malgré notre emploi du temps serré, et nous avons pu avoir un aperçu de la culture et de la cuisine du pays – un mélange inoubliable d'Orient et d'Occident. J'ai particulièrement apprécié l'atmosphère constructive, chaleureuse et coopérative qui régnait parmi les membres de l'équipe, animés de la volonté de développer ensemble des capacités pour faire face aux situations d'urgence.

Même si le concept de l'AST a déjà fait ses preuves, on peut tirer des enseignements de ces expériences. Les PCU perfectionnent le concept, la forme, les outils de travail et les orientations supplémentaires, dans le but d'améliorer à l'avenir les capacités d'assistance.

En conclusion, le soutien fourni par l'Azerbaïdjan à la mission a été excellent. Les experts ont eu la possibilité d'obtenir les informations de fond nécessaires, qui ont été fournies principalement par les responsables de l'administration, des ministères et des agences compétents. Les autorités azerbaïdjanaises étaient guidées à tout moment par un désir authentique de développer les capacités du pays dans le domaine

Les plans civils d'urgence de l'OTAN reposent sur un réseau de plus de 350 experts civils issus de l'industrie, du monde des affaires, de gouvernements et d'autres administrations publiques des quatre coins de la zone euro-atlantique. Des experts tels que Neil MacFarland, du Comité d'étude pour le ravitaillement et l'agriculture (FAPC), peuvent fournir des avis aux autorités militaires de l'OTAN sur l'utilisation efficace des ressources civiles durant les phases de planification et d'exécution d'une opération de l'OTAN. Lors d'une crise, les experts peuvent également conseiller les autorités d'un pays sur des questions incluant les agents CBRN et la gestion des conséquences. En août 2008, Neil Macfarland a participé en qualité d'expert du FAPC à l'équipe des plans civils d'urgence de l'OTAN déployée en Géorgie au lendemain de la crise. Dans cet article, il nous livre un compte rendu personnel des détails pratiques de sa participation à cette mission.

Mission en Géorgie en août 2008

C'est avec grand plaisir que j'ai participé à la mission des plans civils d'urgence de l'OTAN en Géorgie en août 2008, même si j'aurais préféré que les raisons motivant son déploiement n'aient jamais existé. J'ai travaillé durant toute ma carrière dans le domaine de la production et de la distribution alimentaires et j'ai trouvé très gratifiant de pouvoir appliquer à un pays en crise les connaissances et compétences que j'ai acquises. Les séances de formation dispensées par l'OTAN en prévision de telles situations ont toujours été basées sur des scénarios fictifs. Lors des activités, il est remarquable de voir à quel point les scénarios se rapprochent de la réalité. Les jeux de rôles, les débats menés et l'obtention d'informations des représentants de l'État concerné se sont avérés particulièrement utiles.

L'administrateur de l'OTAN m'a tenu bien informé, par courriel et par téléphone, du début de la visite et des dispositions qui avaient été prises. J'ai quitté le Royaume-Uni le mercredi 20 août et je suis rentré le vendredi 22 août 2008. J'ai pu me faire une idée générale de la situation avant mon départ grâce aux actualités et à Internet, et le briefing sur la mission à Munich, en chemin pour la Géorgie, a été instructif. L'exposé complet, le jeudi matin à l'hôtel, abordait toutes les questions pratiques, mais un compte rendu plus détaillé par l'OTAN sur la situation dans le pays aurait été utile. Une carte du pays indiquant l'étendue de l'invasion a été élaborée avec l'assistance du ministère géorgien de l'Alimentation, ce qui a permis de déterminer plus clairement l'ampleur et la portée des problèmes.

Le voyage s'est déroulé dans les temps et sans incident, le logement et les repas étaient satisfaisants, voire excellents, compte tenu de la situation de crise connue par la Géorgie !

Vu le nombre de personnes que je devais rencontrer, le temps disponible était compté. Cependant, comme la situation évoluait même au moment où nous partions, une journée de plus aurait été utile.

L'équipe était composée de treize experts qui allaient et venaient continuellement d'un endroit à l'autre. La logistique a bien fonctionné. On ne pouvait raisonnablement s'attendre à des comptes rendus réguliers, mais une session informelle le jeudi soir a permis à la plupart d'entre nous de nous tenir au courant des événements.

La diversité des thèmes abordés était pour le moins impressionnante, englobant l'agriculture, la production et la distribution d'électricité, la distribution de pétrole et de gaz, le transport ferroviaire, les ports maritimes, l'aviation, les télécommunications, la santé et les questions sociales. Grâce à la formation que nous avons tous reçue de l'OTAN, les experts des différents bureaux et comités d'étude ont travaillé harmonieusement ensemble, sans rencontrer aucun problème. Nous étions tous placés sous l'autorité de M. Evert Somer. Je lui suis reconnaissant des conseils et du soutien qu'il m'a apportés et je l'ai tenu informé de mes travaux. Cette coopération s'est bien déroulée.

Les points qui précèdent concernent principalement les dispositions pratiques. Cependant, en ce qui me concerne, ce sont l'envergure et les compétences des personnes que j'ai rencontrées qui ont rendu le déploiement d'autant plus digne d'intérêt. L'équipe de l'OTAN et les experts des PCU que j'ai accompagnés étaient tous sans exception extrêmement bien informés et compétents dans leurs domaines respectifs, très variés. De même, le personnel du ministère géorgien de l'Agriculture et de l'Alimentation était hautement qualifié et parlait un anglais excellent. Ils m'ont consacré leur temps, nuit et jour, pour que je puisse me faire une idée aussi complète que possible de leur situation.

Le calendrier du déploiement est très révélateur, selon moi. Le Conseil de l'Atlantique Nord a autorisé la mission le 19 août, les experts ont été déployés du 20 au 23 août et leur rapport a été soumis au SCEPC le 25 août. Pas une minute n'a été perdue !

En conclusion, j'aimerais souligner les raisons pour lesquelles j'ai participé à cette mission. Premièrement, c'était par loyauté et par fierté pour l'OTAN et son travail, et deuxièmement, parce qu'elle représentait pour moi un défi très valorisant.

Neil Macfarland, expert civil des PCU, Comité d'étude pour le ravitaillement et l'agriculture

Point de vue de l'expert géorgien auprès du Comité d'étude de l'aviation civile

David Bulbulashvili est un expert civil de l'OTAN auprès du Comité d'étude de l'aviation civile (CAPC) depuis 2005. Doté d'une formation de pilote et d'ingénieur mécanique, il est aujourd'hui spécialiste de la sécurité des vols auprès de l'administration géorgienne de l'aviation civile. Son rôle en tant qu'expert du CAPC en gestion des transports aériens généraux consiste en l'apport de conseils aux autorités militaires de l'OTAN sur l'utilisation efficace des ressources civiles pour les opérations de l'OTAN. Il a participé activement à la série d'exercices STEADFAST Move.

La participation d'experts de pays de l'ex-Union soviétique, et en particulier de pays du Caucase, aux réunions en configuration CPEA de l'OTAN présente incontestablement une valeur inestimable.

Les réunions qui rassemblent des professionnels d'un secteur particulier apportent aux participants une expérience et des avantages précieux tels que la compréhension de la « culture » de l'OTAN, la communication, le partage d'informations, la création de réseaux de contacts personnels, ainsi que de nombreux autres aspects intangibles. Le fait que les experts soient tenus informés des faits actuels par l'intermédiaire des comités, qu'ils soient invités à participer aux débats des comités et à l'élaboration de manuels, prouve aussi que les canaux de communication entre les experts de l'OTAN fonctionnent bien. De nombreuses voies sont ouvertes aux personnes intéressées et toutes peuvent être avantageuses tant pour l'Alliance que pour les différents pays.

Mais que se passe-t-il dans l'envers du décor ? Je souhaiterais attirer votre attention sur un certain nombre de réalités qui concernent de nombreux experts civils.

Comme je l'ai dit plus haut, le système est bien organisé et ouvert à tous les participants. Les experts ne font pas l'objet de discrimination. Certains sont actifs, prennent des initiatives, se montrent responsables, ne sont pas gênés par des barrières linguistiques, font preuve de volonté à coopérer et à apporter leur contribution. Il est particulièrement motivant pour moi de travailler avec de telles personnes et je suppose que l'OTAN se félicite chaleureusement de pouvoir compter sur eux.

Cependant, il y a aussi des experts qui connaissent des difficultés linguistiques principalement liées à la compréhension. Comprendre ce que disent les autres orateurs, qui parlent souvent avec des accents différents et utilisent des acronymes spécifiques, est difficile. Par conséquent, ces participants restent souvent silencieux. Si l'on prend en compte le fait que les experts ne sont pas obligés de participer activement aux réunions, par exemple parce qu'ils ne doivent pas donner d'exposé durant la séance, et si l'on y ajoute la crainte de faire des erreurs grammaticales, on comprend que certains experts ont tendance à se sentir un peu coupés des événements.

Dans certains cas, de telles situations perdurent pendant plusieurs années et la contribution d'experts hautement qualifiés reste assez limitée. Je trouve dommage que nous passions à côté de ressources très précieuses. Je ne suis pas en train de suggérer que l'on organise des cours de langue pour que les experts améliorent leurs connaissances linguistiques. Je sais également que, dans la plupart des cas, la réserve d'experts est très limitée. Cependant, je pense qu'il convient d'adopter de meilleures méthodes, qui permettent une intégration plus efficace des experts dans le système.

Je souhaiterais faire les recommandations suivantes :

1. Il faudrait faire une liste de tous les acronymes utilisés dans les débats et l'inclure dans la documentation fournie aux experts nouvellement élus venant de pays de la CEI, et recommander à ceux-ci de l'étudier très scrupuleusement. Cette mesure permettrait d'améliorer instantanément la compréhension de base des débats par les participants.

2. Pendant la première année, les experts devraient recevoir quelques tâches auxquelles ils devraient se consacrer et qui se concluraient par un rapport écrit au comité concerné.

3. Lors du deuxième stage de formation obligatoire pour les experts de l'OTAN, 5 minutes au moins de temps de parole devraient leur être réservées pour des exposés. Le thème abordé pourrait être un aperçu de la situation actuelle dans leur domaine particulier de compétences.

Ces recommandations vont peut-être être perçues comme novatrices. Cependant, je pense que de telles mesures pourraient offrir aux experts une véritable chance de vaincre leur crainte de s'exprimer en public et de faire des exposés lors de réunions dans un environnement international. Ils auront beaucoup plus l'impression de faire partie du processus et d'y apporter une contribution importante. Ceci, en soi, devrait les motiver et les inciter à participer plus activement et à prêter davantage

David Bulbulashvili, spécialiste en accidents et incidents aériens, administration de l'aviation civile, Géorgie

d'attention à la nécessité d'améliorer leurs connaissances linguistiques. Ces éléments sont essentiels pour qu'un expert reste engagé dans le processus.

D'un point de vue pratique, j'aimerais souligner que ma participation, en 2007, 2008 et 2009, aux exercices STEADFAST Move parrainés par le SHAPE m'a beaucoup apporté. Dans le cadre de ceux-ci, j'ai assisté, conjointement avec d'autres experts du Comité d'étude de l'aviation civile (CAPC) et du Bureau d'étude des transports océaniques (PBOS), à la mise en œuvre par plus de 30 pays du CPEA de procédures de déploiement utilisant des ressources commerciales durant un exercice sur table organisé à l'École des transports d'Izmir, en Turquie. Notre assistance au sein de la Cellule de coordination du transport stratégique du SHAPE a contribué à garantir que les pays connaissaient la disponibilité, les caractéristiques opérationnelles et les contraintes rencontrées sur le marché commercial de l'aviation.

Enfin, sur le plan national, je pense que nous devrions mieux faire connaître les experts civils de l'OTAN dans nos pays respectifs. À l'heure actuelle, je ne suis pas sûr que quelqu'un dans mon pays sache que j'ai recueilli des informations précieuses, des contacts et des meilleures pratiques qui pourraient être bénéfiques à la Géorgie. Je ne jette la pierre à personne ni à aucune organisation. Je pense tout simplement qu'il s'agit d'une lacune dans le système. Je m'abstiendrai de toute recommandation sur le sujet et je suis ouvert à tout débat sur la question, si nécessaire.

En conclusion, j'aimerais saisir cette occasion pour souligner à quel point j'apprécie l'OTAN. Je suis fier de faire partie de cette organisation et je la remercie pour tout ce qu'elle m'a apporté, ainsi qu'à mon pays.

Programme de l'OTAN pour la science au service de la paix et de la sécurité

Le programme « La science au service de la paix » de l'OTAN permet régulièrement à des scientifiques et à des experts de l'OTAN et des pays partenaires de participer à des programmes d'intérêt commun. Il vise à contribuer à la sécurité, la stabilité et la solidarité entre les pays en recourant à la science pour résoudre les problèmes. Le projet décrit ci-dessous concerne les activités des PCU dans le domaine de l'état de préparation aux catastrophes dans le Sud-Caucase.

Le programme de l'OTAN pour la science participe à des recherches importantes sur les tremblements de terre dans le Caucase

Spitak, Arménie, décembre 1988. Un tremblement de terre d'une magnitude de 6,9 sur l'échelle de Richter frappe la région à 11h41, heure locale. Les conséquences sont catastrophiques : 25 000 personnes sont tuées, 20 000 sont blessées et plus d'un demi-million sont sans abri. La région du Caucase connaît une forte activité sismique et les tremblements de terre représentent une menace constante : Bakou, Azerbaïdjan, en 2000 ; Tbilissi, Géorgie, en 2002. Ces deux tremblements de terre ont fait de nombreuses victimes et causé d'importants dégâts à l'économie. Afin que les experts locaux puissent contribuer à atténuer les effets des tremblements de terre dans la région, il est essentiel qu'ils aient accès aux équipements les plus modernes et aux méthodes qui ont fait leurs preuves pour mener des évaluations des aléas essentiels.

En réponse à ces besoins, un programme de l'OTAN pour la science au service de la paix, d'une durée de trois ans, a été mis sur pied en juillet 2008. Ce projet, intitulé « Intervention en cas d'urgence sismique dans le Caucase », est mené par huit experts issus des pays membres de l'OTAN et des pays partenaires et poursuit les objectifs globaux consistant à développer les capacités dans la région et à promouvoir la soutenabilité, la stabilité et la coopération. Le lancement officiel du projet est prévu durant la « semaine de l'OTAN » en Géorgie en mai/juin 2009.

Jayne Clinton, Publications scientifiques et projets de marketing, Division Diplomatie publique de l'OTAN

Au niveau pratique, le projet fournit les fonds nécessaires pour l'acquisition d'équipements tels que des sismomètres, des accélérographes et des enregistreurs de secousses fortes, qui seront installés sur des sites choisis en Arménie, en Azerbaïdjan et en Géorgie.

Des équipes spéciales venant de chaque pays seront constituées et formées au déploiement d'équipements, au traitement et à l'analyse des données numériques sismiques, et aux premiers secours de base, etc. Ces équipes spéciales seront prêtes à se rendre rapidement dans des pays voisins qui pourraient nécessiter leur assistance et à les aider à collecter des données sur ce que l'on nomme les « répliques du premier jour », un facteur essentiel des études sur le terrain.

Le Caucase du sud est une zone où l'activité sismique est forte. Les tremblements de terre fréquents exposent les populations à de nombreux risques.

Un réseau de communication pour l'acquisition de données sur les tremblements de terre et l'échange d'informations entre les pays sera établi sur la base des techniques GPRS/GPS les plus récentes et les plus fiables.

Grâce à ce projet, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie œuvreront ensemble à la mise en place d'une coopération interrégionale visant à faciliter les réactions en cas de séismes de forte intensité. Toutes les données et informations recueillies dans le cadre de ce projet seront communiquées aux autorités publiques responsables de la réaction aux catastrophes dans chaque pays.

Où qu'ils se produisent, les tremblements de terre peuvent être dévastateurs. Dans les régions en voie de développement telles que le Caucase, les effets sont d'autant plus catastrophiques et font souvent régresser les pays de plusieurs années sur le plan économique. De telles situations peuvent être sources de troubles sociaux et, menacer en définitive, la sécurité du développement de la région dans son ensemble. On peut espérer que les résultats de ce projet de l'OTAN pour la science au service de la paix contribuera de manière déterminante à l'amélioration de l'évaluation des risques sismiques dans la région. Disposant de plus d'informations sur les aléas potentiels, les pays deviendront moins vulnérables et seront par conséquent mieux préparés à réagir à la menace de tremblement de terre.

La région du Caucase du sud

DÉVELOPPEMENTS INTERVENUS AU SEIN DU HAUT COMITÉ POUR L'ÉTUDE DES PLANS D'URGENCE DANS LE DOMAINE CIVIL (SCEPC)

Aperçu de la réunion plénière du SCEPC de juin 2009

La réunion plénière du SCEPC en configuration CPEA de juin 2009 donnera l'occasion aux Partenaires d'échanger leurs opinions sur les défis et les opportunités dans le domaine des plans civils d'urgence, de mettre en évidence les domaines revêtant un intérêt particulier ainsi que les domaines dans lesquels les Partenaires voient un avantage au soutien des PCU de l'OTAN. En outre, l'accent sera mis lors de cette réunion plénière sur les activités des bureaux et comités d'étude, avec les exposés habituels des présidents des PB&C qui donneront un aperçu général des réalisations et des défis de chaque comité. Le partage d'informations sur les exercices et les possibilités de formation restent un élément important des réunions plénières du SCEPC. L'exercice de l'EADRCC « ZHETYSU 2009 », qui combine un exercice sur le terrain avec un exercice sur table, sera abordé en détail sous ce point. Enfin, la Suède présentera le nouveau Manuel 2009 des PCU à la réunion plénière du SCEPC. Ce Manuel, une contribution nationale de la Suède, comporte une vue d'ensemble très pratique des structures des plans civils d'urgence et de gestion des crises dans les pays du Partenariat euro-atlantique. Dans ce contexte, le Manuel des PCU est une contribution importante à la promotion de la coopération entre les pays du CPEA.

Chantiers du SCEPC

- Réexamen des PCU
- Préparation de la réunion plénière de juin 2009

Regard vers l'avenir

3-4 avril	Sommet de l'OTAN	Strasbourg-Kehl
4-5 juin	Réunion plénière du SCEPC	Siège de l'OTAN, Belgique
1-2 juillet	Atelier sur le soutien à l'Afghanistan dans le cadre des PCU	Siège de l'OTAN, Belgique
6-8 juillet	Stage d'initiation pour les nouveaux experts	Siège de l'OTAN, Belgique
5-11 septembre	Exercice de l'EADRCC « Zhetysu 2009 »	Kazakhstan
10-11 décembre	Réunion plénière du SCEPC	Siège de l'OTAN, Belgique

SCEPC and PB&Cs Calendar

22-23 avril	Conférence de planification principale de l'EADRCC pour l'exercice « Zhetysu 2009 »	Almaty, Kazakhstan
23-24 avril	Réunion plénière du CCPC	Siège de l'OTAN, Belgique
6-7 mai	Réunion plénière du PBIST	Siège de l'OTAN, Belgique
20-22 mai	Réunion plénière du JMC	Berne, Suisse
27-30 mai	Réunion plénière du FAPC	Siège de l'OTAN, Belgique
15-16 juillet	Conférence de planification principale de l'EADRCC pour l'exercice « Zhetysu 2009 »	Almaty, Kazakhstan
9-10 septembre	Réunion plénière du CAPC	Siège de l'OTAN, Belgique
14-15 septembre	Réunion plénière du PBOS	Siège de l'OTAN, Belgique

Le Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe (EADRCC)

Le Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe (EADRCC) est un organisme du Partenariat auquel Partenaires et Alliés participent sur un pied d'égalité. Le programme d'exercices sur le terrain de l'EADRCC est l'un des meilleurs au monde. Ces exercices figurent parmi les possibilités de formation les plus importantes en matière de protection civile internationale et rassemblent des équipes venant de toute la région euro-atlantique.

ZHETYSU 2009

Le Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe (EADRCC) organise, en coopération avec le Kazakhstan, le pays hôte, un exercice sur le terrain de gestion des conséquences qui sera mené du 5 au 11 septembre 2009.

L'exercice « ZHETYSU 2009 » est une contribution du Kazakhstan au programme du Partenariat pour la Paix (PPP). Il s'agit du neuvième exercice sur le terrain de l'EADRCC et du premier exercice de l'EADRCC accueilli par le Kazakhstan.

Une conférence de planification initiale (IPC) pour l'exercice s'est tenue au siège de l'OTAN en octobre 2008 afin d'examiner le scénario introductif et la participation et d'étudier les dispositions en matière de soutien du pays hôte à l'exercice. Plus de 25 pays du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) ont pris part à la conférence, de même que des représentants du Comité de la protection civile, du Comité médical mixte, du Comité d'étude pour le ravitaillement et l'agriculture et du BCAH des Nations Unies.

On s'attend à une forte participation, faisant appel à des capacités permettant de traiter les différents aspects de situations d'urgence, par exemple des équipes de recherche et de sauvetage, des experts en agents CBRN, ainsi que des observateurs et des évaluateurs. L'exercice « ZHETYSU 2009 » permettra également aux pays de l'OTAN et aux pays partenaires de mettre en œuvre les mécanismes et les capacités de réaction aux catastrophes et de renforcer la coopération en cas de situations d'urgence.

LE SCÉNARIO

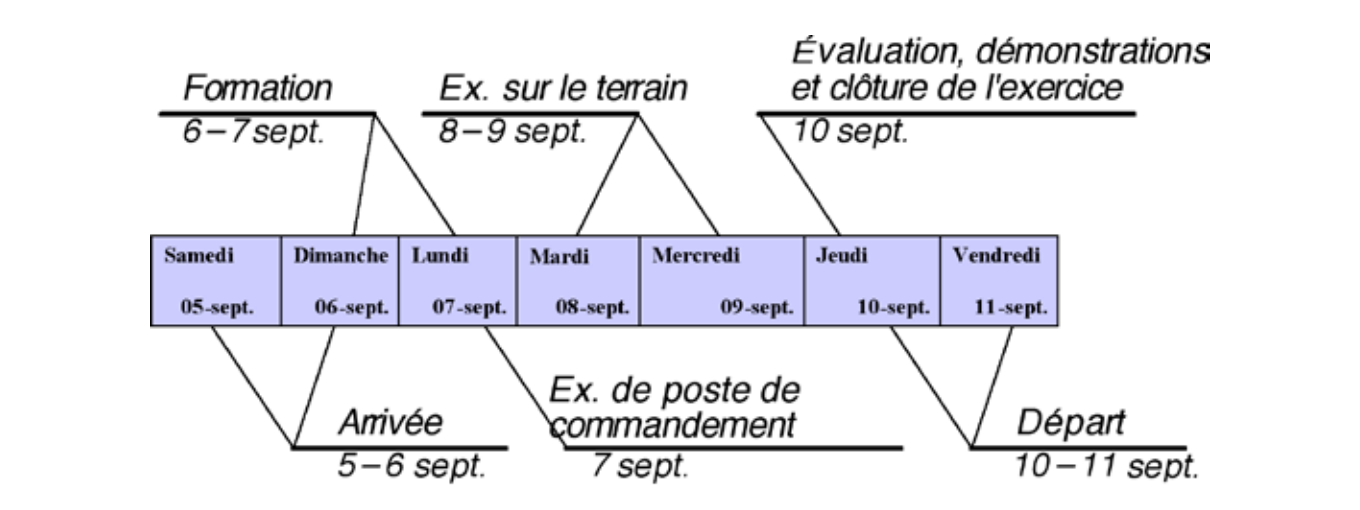
Le 6 septembre 2009, la ville et l'oblast d'Almaty sont secoués par un tremblement de terre d'une intensité de 6,7. L'épicentre du séisme, d'une intensité de 8,9 sur l'échelle de Richter, se situe à 45 km au sud-ouest d'Almaty.

Les villes d'Almaty, de Talgar, de Kaskelen et de Kapchagay sont situées dans la zone sinistrée.
Selon les rapports préliminaires, plus de 200 000 personnes ont été touchées par le tremblement de terre. Dans la zone sinistrée, Almaty, Kaskelen et Talgar sont les plus atteintes. Les villes d'Almaty et de Kaskelen et les districts de Talgar et d'Ili dans l'oblast d'Almaty se retrouvent privées d'électricité et d'eau potable. Les réseaux de téléphonie et de téléphonie mobile sont hors service et les ponts des autoroutes ont subi des dégâts à des degrés divers. Les ondes de choc ont provoqué des coulées de boue sur les contreforts montagneux. Les dégâts subis par les installations industrielles ont provoqué une

Günter Bretschneider, chef du Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe (EADRCC)

contamination chimique de l'environnement. La piste de l'aéroport d'Almaty est endommagée, ce qui rend difficile l'atterrissage des avions gros porteurs. Le gouvernement du Kazakhstan a fait appel à l'aide à la communauté internationale.

Le calendrier de l'exercice est établi comme suit :



OBJECTIFS DE L'EXERCICE

Cet exercice poursuit cinq objectifs principaux. Premièrement, il offre la possibilité de mettre en pratique les procédures de l'EADRCC et les moyens de l'EADRU afin d'améliorer la coopération entre les pays du CPEA pendant une opération de gestion des conséquences. Deuxièmement, il permet au Kazakhstan de renforcer sa capacité à recevoir une aide internationale et à organiser et coordonner efficacement les opérations de gestion des conséquences faisant intervenir des équipes de sauvetage internationales. Troisièmement, les organisations internationales participantes auront la possibilité de mettre en pratique la coordination et la coopération entre elles. Quatrièmement, on espère que l'exercice facilitera la coopération régionale entre les différents pays voisins. Cinquièmement, il permettra aux participants de s'entraîner à mettre en pratique les directives du Groupe consultatif international de recherche et de sauvetage (INSARAG) pour les équipes de recherche et de sauvetage en milieu urbain (USAR).

À ce jour, 22 pays du Conseil de Partenariat euro-atlantique (EAPC) ont fait part de leur intérêt pour l'exercice et de leur désir d'y contribuer en fournissant des ressources et/ou du personnel. Encore deux conférences de planification sont prévues avant le début de l'exercice, à savoir la Conférence de planification principale qui se tiendra du 21 au 23 avril à Almaty, et la Conférence de planification finale qui aura lieu du 15 au 16 juillet, à Almaty également.

Site de l'exercice sur le terrain, Kazakhstan

LES PCU AU SEIN DES AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Les activités des PCU de l'OTAN n'étant pas menées en vase clos, on trouvera dans le tableau ci-dessous des liens utiles avec d'autres organisations qui jouent elles aussi un rôle actif dans ce domaine.

ORGANISATION	SITE WEB
Commission européenne	http://ec.europa.eu/environment/civil
	http://ec.europa.eu/dgs/justice_home/terrorism/dg_terrorism_en.htm
Centre de suivi et d'information (MIC) de l'UE	http://ec.europa.eu/environment /civil/prote/mic.htm
Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO)	http://ec.europa.eu/echo/index_en.htm
Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) des Nations Unies	http://ochaonline.un.org
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)	http://osce.org
Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)	http://iaea.org
Centre des incidents et des urgences (CIU) de l'AIEA	http://www-ns.iaea.org/tech-areas/emergency/incident-emergency-centre.htm
Manuel de l'AIEA destiné aux premiers intervenants en cas d'urgence radiologique	http://www-ns.iaea.org/tech-areas/emergency/emergency-response-actions.asp
Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC)	http://www.opcw.org

ACTIVITÉS DANS LE DOMAINE DES PCU

On trouvera ci-dessous une liste des activités qui seront menées prochainement par d'autres organisations internationales :

ORGANISATION	ACTIVITÉ	DATE	LIEU
AIEA	Stage international sur la sécurité nucléaire	30 mars-3 avril	Vienne, Autriche
Wilton Park	Principes stratégiques civilo-militaires : définition d'objectifs communs pour les opérations de stabilisation	22-25 avril	Vienne, Autriche
OIAC	Stage de protection civile sur la protection contre les armes chimiques	25-29 mai	Lázně Bohdaneč, République tchèque
OIAC	Stage international de base sur l'assistance et la protection	8-12 juin	Kruševac, Serbie
Collège national suédois de défense	Stage sur la gestion des crises internationales	8-19 juin	Stockholm, Suède
Wilton Park	Améliorer la coordination civilo-militaire des réactions aux catastrophes soudaines	28-30 septembre	à déterminer
Wilton Park	Le Sud-Caucase et la région de la mer Noire dans son ensemble : perspectives de l'intégration euro-atlantique	9-12 novembre	Azerbaïdjan

De plus amples informations sont disponibles sur ePRIME, le système d'information, de gestion et d'échange en temps réel pour le Partenariat.

0646-09 NATO PRINTING & GRAPHICS STUDIO

Si vous souhaitez contribuer à aPerÇU, le bulletin d'information des PCU, veuillez vous adresser à Clare Roberts, PCU, siège de l'OTAN : **cepd@hq.nato.int**